

**7^{ème} Réunion du Comité de session du
Conseil scientifique de la CMS (ScC-SC7)**

Bonn, Allemagne, 17 – 20 septembre 2024

UNEP/CMS/ScC-SC7/Doc.6.1.3

AIRES DE CONSERVATION TRANSFRONTIÈRES POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

(Préparé par le Secrétariat)

Résumé :

La décision 14.198 de la CMS prie le Conseil scientifique d'examiner l'utilité de l'outil sur la base des rapports soumis par les Parties par l'intermédiaire du Secrétariat, formuler des recommandations appropriées à l'intention du Secrétariat et des Parties sur son utilisation ultérieure et aider à déterminer quelles améliorations devraient être apportées à l'outil et d'informer l'expansion future de l'outil.

AIRES DE CONSERVATION TRANSFRONTIÈRES POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Contexte général

1. En 2021, après avoir été informé par des représentants des pays d'Afrique australe et orientale que l'un de leurs défis était la délimitation des aires protégées transfrontières, le Secrétariat de la CMS a demandé au Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de développer un outil en ligne pour identifier les opportunités de conservation transfrontières en Afrique¹. Les données de la Base de données mondiale sur les zones protégées et de la Base de données mondiale des zones clés pour la biodiversité utilisées dans l'outil peuvent contribuer à éclairer les décisions politiques dans toute l'Afrique et fournir aux gouvernements une base pour concevoir et mettre à jour, sur la base d'éléments concrets, des protocoles de haut niveau sur la formation d'aires de conservation transfrontières (ACT) par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). L'outil fournit les données nécessaires pour soutenir la protection et l'extension de la connectivité écologique pour les espèces migratrices. L'outil a été officiellement lancé lors du Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) sur les aires protégées d'Afrique, qui s'est tenu à Kigali (Rwanda) en 2022.
2. Lors de la 14^e Conférence des Parties de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (COP14 de la CMS) en février 2024, les Parties ont adopté les décisions 14.197 à 14.199 *Aires de conservation transfrontières pour les espèces migratrices*, qui poursuivent la réflexion sur l'outil :

14.197

Activités menées pour mettre en œuvre les décisions

3. Conformément aux instructions, le Secrétariat a organisé une série de séminaires en ligne sur l'utilité et la fonctionnalité de l'outil. L'outil a été présenté aux membres de l'IGAD le 6 juin 2024, aux membres de la SADC le 7 juin 2024 et aux membres de l'EAC le 26 juin 2024 lors d'événements préexistants. Un événement autonome a été organisé par le Secrétariat de la CMS le 19 juin 2024 pour toutes les Parties à la CMS des régions de l'IGAD, de l'EAC et de la SADC.
4. Pour faciliter la mise en œuvre de la décision 12.197, une enquête² a été envoyée à toutes les Parties à la CMS ainsi qu'aux participants aux événements susmentionnés, soit un total de 145 personnes. Le WCMC a compilé les commentaires sur l'outil fournis au cours des webinaires et les réponses à l'enquête dans le document en annexe du présent document. Au total, le WCMC a reçu deux réponses à l'enquête.
5. Les recommandations basées sur le retour d'information reçu et détaillées dans l'annexe sont les suivantes :
 - a) Diffuser davantage l'enquête.
 - b) Envisager d'héberger le contenu de l'outil transfrontière à un nouvel endroit, par exemple sur le site web de Protected Planet.
 - c) Envisager de partager les couches de données avec UN Biodiversity Lab (UNBL) et d'autres plateformes en ligne. Par ailleurs, envisager d'ajouter certaines

¹ Accessible à l'adresse suivante : <https://www.transboundarycms.app/>

² <https://forms.office.com/e/wgwVTNU94p>

couches de données énumérées dans la section « Amélioration du contenu » ou de fournir des liens vers UNBL dans l'outil transfrontière.

- d) Envisager de mettre en œuvre les idées énumérées dans la section « Amélioration de l'ergonomie ».
- e) Améliorer le contenu et la visibilité des informations fournies sur la méthodologie des couches de données.

Actions recommandées

- 6. Il est demandé au Comité de session du Conseil scientifique :
 - a) d'examiner l'utilité de l'outil sur la base des rapports soumis par les Parties ;
 - b) de faire des recommandations appropriées au Secrétariat et aux Parties sur l'utilisation future de l'outil et d'aider à identifier les améliorations qui devraient être incorporées dans l'outil ; et
 - c) d'informer l'expansion future de l'outil.

**RAPPORT DU WCMC SUR LES COMMENTAIRES DES UTILISATEURS SUR
L'OUTIL TRANSFRONTIER**



RAPPORT SUR LES COMMENTAIRES DES UTILISATEURS SUR L'OUTIL TRANSFRONTIÈRE

Un rapport pour le Secrétariat de la
CMS

Préparé pour : Le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS).

Droits d'auteur : © 2024 CMS.

Référence : WCMC, 2024. Rapport sur les commentaires des utilisateurs sur l'outil transfrontière. WCMC, Cambridge, Royaume-Uni.

Auteurs : Jacinta Jackson, Vignesh Kamath Cannanure, Aude Caromel.

Remerciements : Les auteurs souhaitent remercier les personnes suivantes pour leur contribution à la réalisation de ce projet : Nina Bholá, Frances Davis et Kelly Malsch (WCMC) ; Clara Nobbe et Amie Figueiredo (Secrétariat de la CMS). Le WCMC souhaite exprimer ses sincères remerciements à ses collègues du Secrétariat de la CMS pour l'organisation des ateliers présentant l'outil transfrontière aux groupes d'utilisateurs concernés en Afrique, ainsi qu'aux participants à l'atelier et aux personnes ayant répondu à l'enquête pour leurs commentaires utiles. Ce rapport ainsi que les ateliers sous-jacents et la recherche utilisateur ont été rendus possibles grâce aux généreuses contributions financières du programme financé par l'UE sur la conservation transrégionale de la faune en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien.



Le Centre mondial de surveillance continue de la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (WCMC) est un centre mondial d'excellence sur la biodiversité. Le Centre est le fruit d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'organisation caritative britannique WCMC. Ensemble, nous faisons face à la crise mondiale qui touche la nature.

Cette publication peut être reproduite à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale, à condition que la source soit mentionnée. La réutilisation de toute figure est soumise à l'autorisation des détenteurs des droits originaux. Cette publication ne peut être utilisée pour la revente ou à toute autre fin commerciale sans l'autorisation écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes d'autorisation, accompagnées d'une déclaration sur l'objectif et l'étendue de la reproduction, doivent être envoyées au directeur, WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, Royaume-Uni.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des organisations qui y ont contribué ou des éditeurs. Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement ou des organisations qui y ont contribué, des rédacteurs ou des éditeurs, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, zones urbaines ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites ou à la désignation de leur nom, de leurs frontières ou de leurs limites. La mention d'une entité commerciale ou d'un produit dans cette publication n'implique pas l'approbation du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (WCMC)

219 Huntingdon Road,
Cambridge CB3 0DL, Royaume-Uni
Tél. : +44 1223 277314
www.unep-wcmc.org

Le PNUE encourage les pratiques écologiquement rationnelles à l'échelle mondiale et dans ses propres activités. Notre politique de distribution vise à réduire l'empreinte carbone du PNUE.

Synthèse

Ce rapport est un résumé des résultats de la recherche sur l'utilité et l'ergonomie du prototype de l'outil transfrontière, conformément aux décisions 14.197 à 14.199 de la CMS. L'outil transfrontière a été développé par le WCMC pour fournir aux Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) et à d'autres acteurs une base scientifique pour établir des aires de conservation transfrontières (ACT) bilatérales et multilatérales à travers l'Afrique.

La recherche sur les utilisateurs s'est déroulée en deux temps. Le premier était une série de quatre ateliers organisés avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et les points focaux de la CMS des régions susmentionnées, afin de présenter l'outil transfrontière. Le second temps était une enquête diffusée par courrier électronique par le Secrétariat de la CMS aux participants de ces ateliers et aux participants invités. L'atelier a réuni 67 participants et l'enquête a été envoyée à 145 personnes, mais seules deux réponses ont été reçues.

Principales conclusions

L'enquête a révélé que, lors de la recherche d'aires de conservation transfrontières, les deux répondants déclarent être confrontés à des défis tels que le manque d'incitations, de capacités et de ressources, ainsi qu'à des problèmes de coordination au sein du gouvernement et avec d'autres gouvernements nationaux. Le manque de données spatiales – le principal problème que cet outil transfrontière cherche à résoudre – a été signalé comme un problème par l'une des deux personnes interrogées, la seconde ne travaillant pas beaucoup sur la conservation transfrontière à l'heure actuelle. Davantage de données seraient nécessaires pour évaluer l'utilité globale de l'outil.

En moyenne, l'outil transfrontière a été jugé « très facile » à utiliser et « assez » ou « très » utile dans le travail des participants à l'enquête. Avec seulement deux réponses à l'enquête, ces scores moyens ne sont pas représentatifs des attitudes de l'ensemble de la population d'utilisateurs cibles. Toutefois, la combinaison des réponses à l'enquête et des commentaires formulés au cours des ateliers permet de dresser un tableau des performances de l'outil, ainsi que des possibilités d'extension à l'avenir.

Recommandations

Le présent rapport recommande de prolonger la période d'enquête afin de recueillir davantage de points de vue et de se concentrer sur les besoins les plus courants auxquels l'outil pourrait répondre, ainsi que sur les changements nécessaires pour améliorer son ergonomie. Compte tenu des informations recueillies jusqu'à présent, des développements ultérieurs de l'outil pourraient être envisagés :

- en clarifiant les distinctions visuelles au sein de l'élément cartographique de l'outil,
- en améliorant l'accès à la méthode sous-jacente dans l'outil pour faciliter l'interprétation des résultats, et
- en facilitant l'accès des utilisateurs à davantage de couches de données à l'avenir, soit en partageant les couches de données de l'outil avec d'autres plateformes, soit en ajoutant d'autres couches à cet outil.

Table des matières

Résumé.....	i
Contexte général et justification.....	1
Méthode	2
Résultats.....	3
<i>À propos des participants</i>	3
<i>Les défis de la conservation transfrontière</i>	3
<i>Efficacité du prototype de l'outil transfrontière</i>	4
<i>Idées d'amélioration (à partir des commentaires des participants)</i>	5
Recommandations	10
Annexe 1 - Enquête	13

Contexte général et justification

Le rôle des réseaux écologiques et de la connectivité dans la conservation des espèces migratrices a été reconnu par les Parties à la CMS comme un aspect important à prendre en compte lors de l'identification des zones d'importance pour les espèces migratrices. Le concept d'aires de conservation transfrontières (ACT)³, décrit comme « une aire ou une composante d'une vaste région écologique qui chevauche les frontières de deux pays ou plus et se trouve sous leur juridiction nationale, qui peut être composée d'une aire protégée ou plus, ainsi que de plusieurs aires d'utilisation des ressources », a été inclus dans la résolution 12.7⁴ sur *le rôle des réseaux écologiques dans la conservation des espèces migratrices* lors de la 13^e de la Conférence des Parties (COP13, Inde, 2020). La résolution 12.7 (Rev. COP13) et la résolution 14.16 qui la remplace encouragent les Parties à repérer les habitats transfrontaliers d'espèces inscrites aux annexes de la CMS, qui pourraient être considérés comme des ACT. Dans le présent rapport, les termes « ACT » et « aires transfrontières » sont synonymes.

En 2021, le Secrétariat de la CMS a chargé le WCMC, sur la base des informations reçues des membres de la SADC et de l'EAC lors d'une série de séminaires en ligne sur les ACT, de mettre au point une méthode⁵ et un nouvel outil en ligne accessible au public pour permettre aux utilisateurs d'identifier les aires protégées existantes en Afrique qui sont spatialement adjacentes et écologiquement connectées à travers les frontières nationales, et qui pourraient avoir une gestion harmonisée. Les principaux utilisateurs cibles devaient être toute personne travaillant pour les Parties africaines à la CMS et souhaitant identifier de nouvelles opportunités pour la conservation transfrontière. Un prototype de l'outil, dénommé « Identifying opportunities for transboundary conservation » (ci-après « [outil transfrontière](#) »⁶), a été développé dans le cadre du projet pour la conservation interrégionale de la faune sauvage en Afrique orientale et australe et dans l'océan Indien financé par l'Union européenne, et a été lancé lors du Congrès sur les aires protégées d'Afrique qui s'est tenu au Rwanda en 2022. En 2023, Kamath et al. ont publié un article intitulé « [Identifying opportunities for Transboundary Conservation in Africa](#) »⁵, démontrant une application possible de l'outil.

Lors de sa 14^e réunion (Ouzbékistan, 2024), la Conférence des Parties a adopté une série de décisions sur les *aires de conservation transfrontières* invitant les Parties qui sont membres de la SADC, de l'IGAD et de l'EAC, ainsi que le Conseil scientifique, à examiner et à tester la fonctionnalité et l'utilité de l'outil transfrontière pilote afin de déterminer les possibilités d'actions de conservation transfrontières (Décisions 14.197-14.199).

Pour soutenir la mise en œuvre de ces décisions, le Secrétariat de la CMS a demandé le soutien du WCMC pour présenter le prototype de l'outil transfrontière aux Parties concernées, recueillir des commentaires sur la fonctionnalité et l'utilité de l'outil, et fournir des recommandations, le cas échéant, sur les développements ultérieurs potentiels de l'outil. Une série de quatre ateliers en ligne ont été organisés pour sensibiliser les principaux utilisateurs cibles des trois régions à la fonctionnalité et aux avantages de l'outil transfrontière, et une enquête en ligne a été diffusée pour évaluer plus avant l'utilité et l'ergonomie du prototype.

Ce rapport présente les principales conclusions du retour d'information obtenu par le biais de l'enquête, ainsi que le retour d'information non structuré recueilli au cours des discussions des ateliers.

³ Dans ce rapport, les termes aire de conservation transfrontière (ACT) et aire de conservation transfrontalière sont utilisés comme des synonymes.

⁴ La résolution 12.7 (Rev. COP13) sur *Le rôle des réseaux écologiques dans la conservation des espèces migratrices* a depuis été abrogée et remplacée par la résolution 14.16 sur la *Connectivité écologique*.

⁵ Kamath V, Brooks H, Naidoo R, Brennan A, Bertzky B, Burgess ND, McDermott Long O, Arnell A et Bhola N (2023) Identifying opportunities for transboundary conservation in Africa. *Front. Conserv. Sci.* 4:1237849. doi: 10.3389/fcsc.2023.1237849

⁶ Accessible à l'adresse suivante : transboundarycms.app

Méthode

Les ateliers ont été identifiés par le WCMC et la CMS comme la méthode idéale pour présenter l'[outil transfrontière](#) à des groupes de participants de chacune des régions pilotes (Afrique orientale et australe). Quatre ateliers ont été organisés et accueillis par le Secrétariat de la CMS en collaboration avec le WCMC pour les groupes suivants :

- L'IGAD (6 juin 2024, 27 participants à l'exclusion des présentateurs, de la CMS et du WCMC), dans le cadre d'un atelier plus large sur le renforcement de la coopération en matière de conservation transfrontière entre les États membres de l'IGAD ;
- La SADC (7 juin 2024, 15 participants à l'exclusion des présentateurs, de la CMS et du WCMC), en tant que partie du cadre de la SADC sur la conservation, la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles ;
- Les points focaux nationaux de la CMS (ouvert à toutes les régions) (19 juin 2024, 7 participants à l'exclusion des présentateurs, de la CMS et du WCMC) ;
- L'EAC (26 juin 2024, 18 participants), sous l'égide du groupe de travail technique sur les aires de conservation transfrontières.

Après une démonstration de l'outil transfrontière, des commentaires généraux ont été recueillis de manière non structurée et les participants ont été invités à répondre à l'enquête en ligne.

L'enquête en ligne a été choisie comme la méthode la plus appropriée pour recueillir un ensemble de réactions quantitatives et qualitatives de la part d'un large éventail d'utilisateurs cibles sur l'utilité et l'ergonomie de l'outil. Microsoft Forms a été choisi en tant que logiciel d'enquête approprié, accessible et utilisable par tous les participants. L'enquête a été largement diffusée auprès de toutes les Parties africaines à la CMS qui ont participé aux ateliers, initialement par le WCMC après chaque atelier (en juin/juillet 2024) et à nouveau par le Secrétariat de la CMS au cours de la même période. L'enquête était ouverte et recueillait des réponses entre le 6 juin et le 11 juillet 2024.

L'enquête comprenait des questions sur les caractéristiques démographiques (Q1-Q5), les comportements actuels (Q6) et les défis (Q7) dans les activités liées à la conservation transfrontière, une évaluation de l'ergonomie (Q8-Q10) et de l'utilité (Q11-Q14) de l'outil par le biais d'une tâche définie, et des idées pour le développement futur (Q13-Q15). L'enquête est disponible dans son intégralité en annexe du présent rapport. Les données démographiques ont été collectées dans le but d'identifier d'éventuelles tendances parmi les répondants de différentes régions et fonctions. Parallèlement, des questions visant à évaluer l'ergonomie et l'utilité de l'outil, ainsi que des idées d'amélioration future, ont été incluses pour répondre directement aux besoins du Secrétariat de la CMS. Dans le corps du rapport, chaque numéro de question est mentionné selon le format suivant : « Question 1 » = « Q1 », « Question 2 » = « Q2 », etc.

Au cours du mois où l'enquête a été ouverte, seules deux réponses ont été reçues. Ce n'est pas suffisant pour faire des généralisations sur l'utilité et l'ergonomie de l'outil transfrontière pour son public cible. Bien que des données démographiques aient été collectées afin d'identifier les tendances entre les régions et les rôles, aucun tableau croisé n'a été réalisé, car il n'était pas possible d'identifier des tendances avec un échantillon de cette taille. Toutefois, les résultats de l'enquête, combinés aux discussions des ateliers, sont utiles pour se faire une idée de l'accueil réservé par certains utilisateurs cibles et des orientations possibles pour l'avenir.

Résultats

À propos des participants

Des ateliers ont été organisés avec les groupes suivants :

Référence	Détails	Nombre total de participants	Nombre d'hommes et de femmes
A1 - IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	27	Hommes : 21 Femmes : 6
A2 – SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe	15	Hommes : 8 Femmes : 7
A3 - Points focaux de la CMS	toutes les régions	7	Hommes : 5 Femmes : 2
A4 - EAC	Communauté de l'Afrique de l'Est	18	Hommes : 12 Femmes : 0 Aucune donnée : 6

Les répondants à l'enquête (numérotés ici et désignés dans le présent rapport par « R1 » et « R2 ») étaient les suivants :

R	Pays	Affiliation	À quelle fréquence participez-vous à des activités liées à la conservation transfrontière ?	Sexe
1	Éthiopie	IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement)	Quelques fois par an	Homme
2	Soudan	EAC (Communauté de l'Afrique de l'Est)	Moins d'une fois par an	Femme

Bien que les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête appartiennent à des organisations et à des contextes régionaux différents, elles occupaient toutes deux des postes à responsabilité. Il est utile de garder à l'esprit leurs différences lors de l'examen des commentaires formulés.

Dans l'ensemble, R1, qui travaille sur la conservation transfrontière quelques fois par an, semble relativement plus actif dans la conservation transfrontière que R2. Il travaille actuellement sur des activités pertinentes telles que l'identification du « potentiel » (vraisemblablement des aires protégées/conservées), la réalisation d'enquêtes, l'engagement (y compris la promotion) dans des initiatives de conservation transfrontière et l'élaboration de plans de gestion pour les aires de conservation transfrontières.

Quant à R2, qui travaille sur la conservation transfrontière moins d'une fois par an, elle participe à très peu d'activités liées à la conservation transfrontière, notant que son pays « n'a pas de plan spécial pour la conservation transfrontière. Le travail des patrouilles de contrôle se limite à la lutte contre la contrebande d'animaux sauvages et contre le braconnage » (R2, Q6). Cela peut suggérer qu'il existe un créneau que l'outil peut aider à combler en renforçant l'engagement, étant donné que ce pays et d'autres peuvent n'avoir « aucun plan spécial pour la conservation transfrontière ».

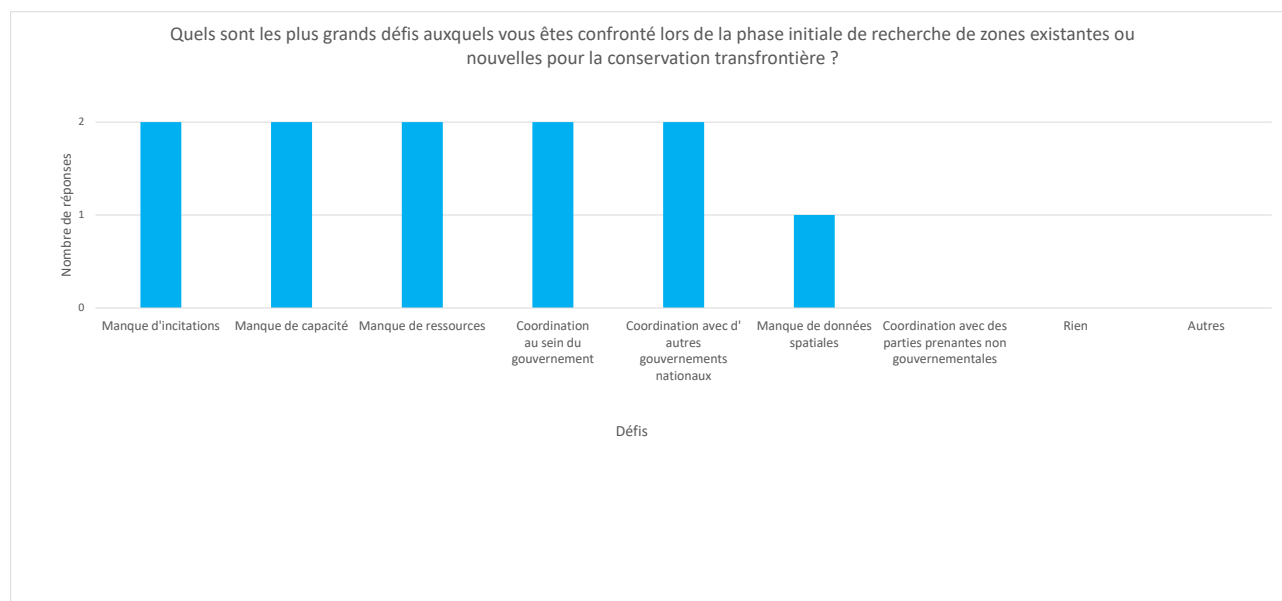
Les défis de la conservation transfrontière

Les deux répondants à l'enquête ont déclaré avoir été confrontés à une certaine forme de difficulté lors de la phase initiale d'identification des aires (existantes ou nouvelles) pour la conservation transfrontière (figure 1). Parmi les options à choix multiples proposées dans la question, les défis les plus fréquemment signalés par les participants à l'enquête étaient : le manque d'incitations (2), le manque de capacités (2), le manque de ressources (2), la coordination au sein du gouvernement (2) et la coordination avec d'autres gouvernements nationaux (2) (voir Q7).

Le manque de données spatiales – le principal problème que cet outil transfrontière cherche à résoudre – a été signalé comme un problème par l'un des deux répondants à l'enquête (R1). Il est possible que l'autre (R2) n'ait tout simplement pas considéré que c'était un défi parce qu'elle ne travaille pas beaucoup sur la conservation transfrontière et n'a donc pas identifié ce besoin. Le nombre limité de réponses à l'enquête ne permet pas de généraliser l'utilité de l'outil pour répondre aux défis rencontrés par le public cible. Cependant, les webinaires organisés par la CMS (dans le cadre d'un projet financé par l'UE en 2021) ont montré que les Parties ont déjà fait part de leurs difficultés à délimiter les frontières des ACT. Ainsi, les retours d'expérience ont suggéré que la base scientifique nécessaire à l'identification des ACT faisait défaut – un défi que cet outil contribue à relever.

Notamment, aucune des personnes interrogées n'a fait état de difficultés dans la coordination avec les parties prenantes non gouvernementales. On ne sait pas si l'absence de difficultés dans la coordination avec les parties prenantes non gouvernementales est due au fait que ces dernières ne sont pas impliquées dans la conservation transfrontière, ou si c'est parce que l'implication de ces parties prenantes est exempte de difficultés.

Figure 1 : Difficultés rencontrées lors de la phase initiale de recherche de zones existantes ou nouvelles pour la conservation transfrontière, telles que rapportées par les participants à l'enquête



Efficacité du prototype de l'outil transfrontière

En moyenne, les participants à l'enquête ont jugé l'outil « très facile » à utiliser, tandis que les répondants l'ont tous jugé « très utile » ou « assez utile » dans le contexte de leur propre travail (figure 2).

Figure 2 : Scores moyens d'utilité et d'ergonomie de l'outil transfrontière, tels que rapportés par les participants à l'enquête

Étiquette	Score moyen	Question posée (énoncé et options de réponse) (Les réponses génèrent une note moyenne)
Score d'utilité	4.5 Assez/Très utile (Moyenne de 2 réponses)	Dans quelle mesure l'outil est-il utile pour votre travail ? 1 - Très peu utile 5 - Très utile
Score d'ergonomie	5 Très facile (Moyenne de 2 réponses)	Dans quelle mesure a-t-il été facile/difficile de réaliser la tâche : « Déterminez le nombre d'aires transfrontières potentielles situées à moins de 50 km de la frontière de votre pays » (à l'aide de l'outil transfrontière) ? 1 - Très difficile 5 - Très facile

Les participants à l'enquête et aux ateliers ont souligné l'utilité de l'outil pour :

- Identifier les aires protégées/préservées existantes dans chaque pays. (R1, Q12)
- Identifier la connectivité. (R1, Q12)
- Comprendre la valeur des écosystèmes déjà préservés. (A4 - EAC)
- Des applications pédagogiques. (A2 – SADC)
- Le tourisme (notamment les voyages d'aventure). (A2 – SADC)
- L'aménagement du territoire. (A2 – SADC)

Les participants à l'atelier 2 (avec les Parties à la SADC) ont noté l'utilité d'inclure des détails sur la longueur des frontières protégées. Ils ont indiqué que c'était utile pour déterminer l'emplacement des clôtures, pour déplacer des espèces et pour diverses autres applications.

Peu de problèmes d'ergonomie ont été signalés par les répondants à l'enquête. Les seuls points mentionnés étaient que le « tampon » (ou « frontière du pays ») sur la carte rendait plus difficile l'identification des aires de connectivité dans certains cas, et que la carte était parfois difficile à interpréter lorsque plusieurs polygones de couleurs différentes se chevauchaient.

Bien entendu, avec seulement deux réponses à l'enquête, les scores moyens d'utilité et d'ergonomie ne peuvent en aucun cas être considérés comme représentatifs de l'utilité ou de l'ergonomie réelles de l'outil pour la population cible. En outre, nous ne disposons pas des données comportementales nécessaires pour confirmer si l'absence de difficultés signalée correspond aux habitudes et aux activités réelles des utilisateurs de l'outil. *Idées d'amélioration (à partir des commentaires des participants)*

Les idées suivantes pour améliorer l'outil sont basées sur les questions, les réponses et les commentaires des participants à l'enquête et aux ateliers. Certaines de ces idées n'ont pas été suggérées explicitement par les participants, mais ont été déduites sur la base des commentaires formulés. Cette liste ne constitue pas une recommandation de donner suite à toutes ces idées ; son objectif est de rendre compte des suggestions et des commentaires formulés. Pour les recommandations du WCMC, veuillez consulter la section Recommandations (voir p. 9).

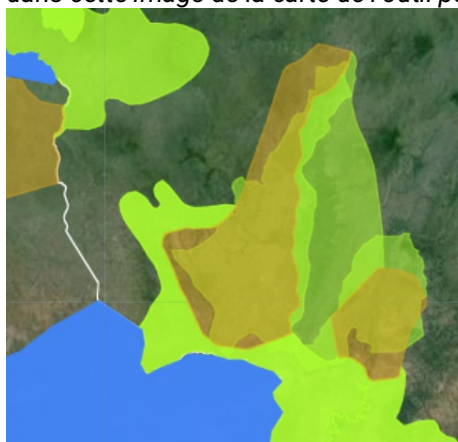
Idées d'amélioration du contenu

Réf.	Idée d'amélioration	Preuves
		Les participants à l'atelier de l'EAC ont suggéré que le fait de savoir quelles espèces sont présentes dans les aires transfrontières potentielles les aiderait à comprendre la valeur des écosystèmes qu'ils pourraient conserver par le biais d'approches transfrontières. (A4 –EAC)
C1.1	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur l'aire de répartition des espèces (notamment pour les espèces migratrices)	« Les mouvements saisonniers d'animaux sauvages à travers la frontière » (R1, Q14). (Vraisemblablement, données sur l'occurrence des) « espèces migratrices d'animaux sauvages » (R2, Q14) « Créer des segments ou des cartes SIM électroniques pour les espèces animales migratrices et les relier au satellite, ainsi qu'à ces frontières, pour que l'entrée d'un animal à ces frontières soit immédiatement enregistrée au poste frontalier. » (R2, Q15) « Analyse de l'adéquation de l'habitat sur la base des espèces migratrices connues. » (R1, Q13)
C1.2	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur l'aire de répartition historique des espèces/Permettre le suivi des schémas de migration au fil du temps.	« L'aire de répartition historique d'espèces emblématiques qui peuvent maintenant être limitées à une nation » (R1, Q14)
C2	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur l'occupation des terres	« L'utilisation des terres, en particulier l'utilisation par l'homme pour l'établissement permanent et l'agriculture. L'identification de la seule occupation des terres peut ne pas conduire à un potentiel précis pour l'établissement d'une aire de conservation transfrontière » (R1, Q13) Les participants à l'atelier de la SADC ont également soulevé la question de savoir comment les différents régimes d'occupation (propriété privée, propriété communautaire, etc.) pourraient être intégrés dans l'outil. (A2 – SADC)
C3	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur la dégradation des terres	Les participants à l'atelier de l'EAC ont demandé si les données sur la dégradation des terres pouvaient être trouvées dans l'outil. (A4 – EAC) « Est-il possible de mesurer la détérioration ou l'évolution des aires, qu'il s'agisse du nombre d'animaux ou de l'environnement, de sorte que si une détérioration apparaît, elle puisse devenir une alerte rouge ? » (R2, Q15)
C4	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur les écosystèmes	« le type d'habitat ou d'écosystème » (R2, Q14)
C5	Ajouter une ou plusieurs couches de données topographiques	Les participants à l'atelier de la SADC ont soulevé la question de l'intégration de la topographie dans la carte de l'outil. (A2 – SADC)

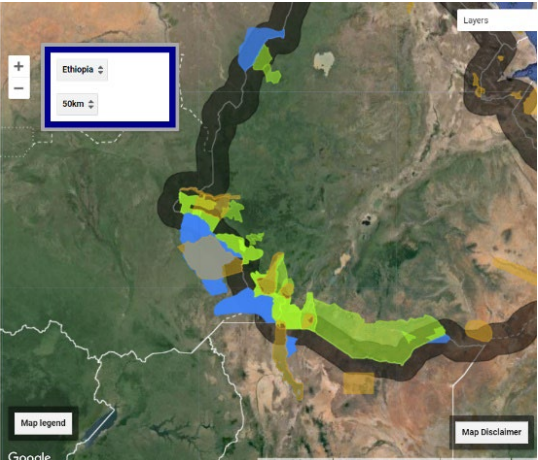
Réf.	Idée d'amélioration	Preuves
C6	Ajouter une ou plusieurs couches de données montrant les obstacles potentiels au déplacement des espèces	Les participants à l'atelier de la SADC ont soulevé la question de savoir si des obstacles tels que les rivières ou les routes pouvaient être intégrés dans la carte de l'outil. (A2 – SADC)
C7	Ajouter une ou plusieurs couches de données sur les frontières politiques internes (p. ex. municipalité)	Les participants à l'atelier de la SADC ont soulevé la question de savoir si les frontières politiques internes et infranationales, telles que les frontières municipales, pouvaient être intégrées dans la carte de l'outil. (A2 – SADC)
C8	Inclure la catégorie/le statut des ACT (p. ex., pour indiquer les ACT qui font l'objet d'un mémorandum d'entente). (Voir aussi E2)	« Les accords transfrontières qui sont conclus au moyen de mémorandums d'entente entre les pays » (R2, Q12) Les participants à l'atelier de la SADC ont indiqué qu'en termes de catégorisation des ACT (conceptuelles, émergentes, etc.), ils souhaitent s'éloigner du terme « conceptuelles » et se concentrer sur les aires pour lesquelles des mémorandums d'entente/accords sont en place. (A2 – SADC)

Idées d'amélioration de l'ergonomie :

Réf.	Idée d'amélioration	Preuves
E1	Faciliter l'interprétation des couches qui se chevauchent. (p. ex., consolider le menu « légende » et le menu « couches » dans la carte si possible. Cela faciliterait l'augmentation/diminution de l'opacité des couches. Une autre solution consiste à permettre aux utilisateurs de cliquer pour activer ou désactiver les couches, directement dans la légende. <i>Cette suggestion n'a pas été formulée explicitement par le participant, mais elle constitue une solution possible au défi auquel il était confronté.</i>)	« Peut-être par l'utilisation [...] d'aires protégées indiquées en différentes couleurs uniquement sur le contour, puis de leur connectivité par le biais de lignes de démarcation de couleurs différentes, sans remplir ni ombrer le fichier de formes pour chacune d'entre elles. » (R1, Q10) <i>N.B. Ce répondant est originaire d'Éthiopie. Il fait peut-être référence à la difficulté d'interpréter de nombreuses formes qui se chevauchent, comme dans cette image de la carte de l'outil pour l'Éthiopie :</i>
E2	Distinguer visuellement les différents états des aires transfrontières (p. ex., mémorandum d'entente/traité signé, etc.)	« Les accords transfrontières qui sont conclus par des mémorandums d'entente entre les pays » (R2, Q13)



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.

Réf.	Idee d'amélioration	Preuves
	<p>(Voir aussi C8)</p> <p>Veiller à ce que le « tampon » (« frontière du pays ») ne masque pas d'autres données cartographiques. <i>Pour ce faire, certaines des idées ci-dessous pourraient être mises en œuvre. Ces idées n'ont pas été explicitement suggérées par les participants, mais elles constituent des solutions possibles au défi auquel ils ont été confrontés :</i></p>	<p>Les participants à l'atelier de la SADC ont mentionné qu'en termes de catégorisation des ACT (conceptuelles, émergentes et établies), ils souhaitent s'éloigner du terme « conceptuelles » et se concentrer sur celles qui ont mis en place des mémorandums d'entente/accords. (A2 – SADC)</p> <p>« Le tampon masquait les limites du pays, le chevauchement ou la connectivité n'est pas clairement visible. » (R1, Q9)</p> <p><i>Pour référence, un exemple de ce que le répondant a pu voir lorsqu'il a fait ce commentaire (puisqu'il travaille en Éthiopie) :</i></p>
E3	<p>E3.1 Envisager de réduire l'opacité par défaut de la couche « frontière du pays » (niveau par défaut appliqué lors de la génération de la carte).</p> <p>E3.2 Envisager d'ouvrir par défaut la légende de la carte (pour faciliter la compréhension des polygones de différentes couleurs).</p> <p>E3.3 Envisager de renommer la couche « frontière du pays » en « tampon frontalier » et d'intituler la liste déroulante des tampons (2 km, 50 km, 100 km) « tampon frontalier ».</p>	 <p><small>Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par les Nations Unies. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée. Le statut final de la région d'Abyei n'est pas encore déterminé.</small></p>

Autres idées d'amélioration

Réf.	Idee d'amélioration	Preuves
1	<p>Améliorer (le contenu et la visibilité pour) les informations fournies sur la méthode utilisée pour générer les couches visibles par les utilisateurs.</p> <p><i>Cette suggestion n'a pas été formulée explicitement par le participant, mais elle constitue une solution possible au défi auquel il était confronté.</i></p>	<p>« Je ne comprends pas les paramètres utilisés par l'outil pour identifier la connectivité des aires protégées » (R1, Q12)</p>
2	<p>Faciliter le téléchargement par les utilisateurs de leurs propres couches de données.</p>	<p>Les participants à l'atelier de la SADC ont soulevé la question de savoir si l'outil pourrait permettre aux utilisateurs de télécharger leurs propres couches de données à l'avenir. (A2 – SADC)</p> <p>Les participants à l'atelier de la SADC ont exprimé leur intérêt pour l'utilisation des données de la loi sur les forêts nationales (A2 – SADC).</p>

Toutefois, voir ci-dessous des précisions sur le contexte.

- Fournir ces couches de données à des outils SIG en ligne où elles peuvent être visualisées en tandem avec d'autres couches [p. ex., UN Biodiversity Lab (UNBL)].
- 3 Cette solution pourrait également être appliquée pour répondre au souhait de voir les données accompagnées de couches de données sur les espèces migratrices, l'occupation des terres, etc.
- Sinon, envisager de fournir des liens vers des outils SIG en ligne (tels qu'UNBL) dans l'outil transfrontière.
- Ces suggestions n'ont pas été explicitement formulées par les participants, mais elles constituent des solutions possibles aux défis auxquels ils ont été confrontés.*
- 4 Fournir un soutien technique pour permettre l'application des résultats de l'outil.
- 5 Inclusion de Madagascar et d'autres pays insulaires dans l'outil transfrontière.
- En examinant toutes les suggestions faites pour d'éventuelles couches de données supplémentaires dans la fonction cartographique de l'outil (voir « Idées d'amélioration du contenu »), et en considérant la disponibilité de ces informations ailleurs, une voie à suivre pourrait être de partager les couches de données sur les ACT existantes et potentielles actuellement dans cet outil avec d'autres plateformes cartographiques plus puissantes, telles qu'UNBL. Cela faciliterait également certaines des autres fonctionnalités demandées, telles que la possibilité pour les utilisateurs de télécharger leurs propres couches de données.
- « Partage des informations nécessaires et soutien technique aux experts nationaux qui seront responsables de l'application de l'outil et des résultats » (R1, Q15)
- Les points focaux de la CMS ont soulevé la question de savoir si Madagascar est ou pourrait être inclus dans l'outil transfrontière.

Il est également utile de garder à l'esprit les commentaires et questions supplémentaires suivants, issus des ateliers :

- Les participants à l'atelier de la SADC se sont inquiétés du fait que l'enquête auprès des utilisateurs pourrait ne pas atteindre les pays qui ne sont pas signataires de la CMS, car tous les États de la SADC ne sont pas Parties à la CMS (A2 – SADC).
- Les participants à l'atelier de la SADC ont également demandé quel soutien serait fourni par la CMS/le WCMC pour la mise en œuvre des mesures de coopération transfrontière (au-delà de l'outil lui-même). (A2 – SADC)

Recommandations

Les commentaires recueillis ont permis d'identifier certaines améliorations potentielles qui devraient être incorporées dans l'outil et d'informer l'expansion future de l'outil. Les recommandations suivantes portent sur les possibilités d'accroître l'utilité et l'ergonomie de l'outil à l'avenir.

Recommandation	Détail
1. Faire circuler davantage l'enquête.	<p>Compte tenu du nombre limité de réponses à l'enquête, l'utilité et l'ergonomie de l'outil transfrontière ne peuvent être évaluées de manière exhaustive.</p> <p>C'est pourquoi il est recommandé de rouvrir l'enquête et de redoubler d'efforts pour la distribuer aux utilisateurs potentiels de l'outil, en particulier si des changements à grande échelle sont envisagés pour l'avenir. Si le taux de réponse à l'enquête auprès des utilisateurs potentiels reste limité, d'autres approches, telles que les tests d'ergonomie individuels, pourraient être envisagées. Il faudra ensuite consacrer plus de temps à l'analyse et à la synthèse des informations recueillies.</p> <p>Encourager les destinataires de l'enquête à la faire circuler plus largement parmi leurs collègues, en recourant à une approche d'échantillonnage en boule de neige, pourrait également contribuer à augmenter le taux de réponse global, notamment en encourageant les destinataires à faire circuler l'enquête parmi les parties prenantes concernées dans leur pays qui pourraient trouver utile le contenu de l'outil transfrontière.</p> <p>Le risque de poursuivre sans autre consultation peut être que le contenu et le format de l'outil ne conviennent pas aux publics visés, ce qui signifie que ces derniers n'utiliseraient pas l'outil ou n'en tireraient qu'une utilité limitée.</p>

On trouvera ci-dessous des recommandations sur les possibilités d'expansion de l'outil. Toutefois, il serait utile d'obtenir davantage de réactions (en distribuant davantage l'enquête et/ou en dialoguant plus directement avec des utilisateurs potentiels par le biais d'entretiens ou de tests d'ergonomie) avant de prendre l'une ou l'autre de ces mesures, car il est difficile de savoir à ce stade si les réponses à cet effet sont anormales ou si elles pourraient faire partie d'une tendance plus large.

Recommandation	Détail
2. Envisager d'héberger le contenu de l'outil transfrontière à un nouvel endroit, par exemple sur le site web de Protected Planet.	<p>L'étude des possibilités d'intégrer l'outil dans des outils ou des plateformes existants peut contribuer à rendre l'outil plus visible et plus accessible. Par exemple, l'intégration des données sur les ACT au sein de Protected Planet pourrait permettre d'exposer l'outil à certains des 122 000 utilisateurs du site Protected Planet en 2023, ce qui étendrait sa portée et son influence.</p> <p>En outre, l'intégration de la couche de données ACT (actuellement statique) dans la base de données de Protected Planet (qui s'appuie sur la base de données mondiale sur les aires protégées) pourrait permettre des mises à jour plus fréquentes. La base de données de Protected Planet est régulièrement mise à jour à l'aide de données provenant de gouvernements, d'ONG, de parties privées et de communautés. La couche de données sur les ACT pourrait peut-être être mise à jour de la même manière, si elle était hébergée sur Protected Planet. Au fil du temps, cela permettrait d'améliorer la qualité des données disponibles dans la couche de données sur les ACT, en veillant à ce que toutes les ACT soient prises en compte dans l'ensemble de données. Cela rendrait également l'outil plus utile pour les ACT existantes. Ceci est d'autant plus pertinent qu'un participant à l'atelier de la SADC a demandé comment l'outil pourrait être rendu plus utile pour la gestion des ACT existantes (A2 – SADC).</p>

En outre, certains participants à cette recherche ont indiqué qu'ils souhaitaient connaître l'état des ACT (c'est-à-dire savoir si l'ACT a été établie par un mémorandum d'entente/traité signé, etc.) (voir C8/E2). Nous pensons que la connaissance de l'état des ACT pourrait aider les utilisateurs cibles à assurer une gestion efficace (p. ex., l'allocation des ressources, le suivi, l'évaluation, etc.) Ces informations devraient correspondre à celles de l'initiative Protected Planet, la source de données faisant autorité sur les aires protégées et les autres mesures de conservation efficace par zone (AMCEZ), créée grâce aux efforts des gouvernements et des parties prenantes pour cartographier, surveiller et communiquer les données sur les aires protégées et les AMCEZ. L'utilisation du processus de collecte de données de Protected Planet pour l'outil sur les ACT permettra de mieux soutenir cet objectif.

Enfin, il convient de noter qu'un répondant à l'enquête a spécifiquement mentionné l'utilité de l'outil pour lui permettre d'identifier les aires protégées/préserveres existantes dans chaque pays. Cela suggère un chevauchement important entre l'outil transfrontière et Protected Planet – à la fois dans la capacité partagée de remplir cette fonction et dans les publics cibles partagés qui pourraient avoir besoin d'accomplir cette tâche.

3. Envisager de partager les couches de données avec UNBL et d'autres plateformes en ligne. Par ailleurs, envisager d'ajouter certaines couches de données énumérées dans la section « Amélioration du contenu » ou de fournir des liens vers UNBL dans l'outil transfrontière.

Bien que des preuves supplémentaires soient nécessaires, la recherche effectuée peut suggérer que l'interrogation d'autres couches de données (p. ex. les espèces migratrices, les cartes des aires de répartition des espèces, les données topographiques) en plus des données ACT pourrait être bénéfique pour les utilisateurs cibles dans la recherche des opportunités de conservation transfrontière. Cette capacité pourrait être offerte aux utilisateurs de différentes manières, notamment en reliant l'outil transfrontière aux sites web contenant ces couches de données, en partageant les couches de données sur les ACT avec ces autres sites web basés sur les SIG, ou en intégrant de nouvelles couches de données dans l'outil sur les ACT.

S'agissant des couches de données auxquelles il convient de faciliter l'accès des utilisateurs, une attention particulière pourrait être accordée aux couches de données qui permettraient de compiler les informations nécessaires au processus de lancement, d'établissement et de développement des ACT mis en place par la SADC.⁷ Par exemple, les couches de données qui aident à réaliser une évaluation initiale de préfaisabilité et une étude de faisabilité plus approfondie des ACT, ou celles qui peuvent aider à identifier les principales parties prenantes et les acteurs des ACT potentielles identifiées, y compris les communautés affectées et les propriétaires fonciers privés, pourraient être prises en considération.

Un autre résultat potentiel du partage des couches de données pourrait être la possibilité de tirer parti de la force des publics existants des autres plateformes (ce qui signifie que l'outil transfrontière pourrait être utilisé par un public plus large et générer un plus fort impact). Par exemple, le site [UN Biodiversity Lab](#) a été consulté plus de 111 000 fois en 2022.

Cela pourrait également permettre aux utilisateurs de tirer parti des fonctionnalités existantes d'autres plateformes (p. ex., les couches de données sur l'occupation des terres, la possibilité de télécharger ses propres couches) qui seraient autrement coûteuses à intégrer dans l'outil transfrontière.

⁷ SADC (2015). [SADC Transfrontier Conservation Guidelines: the establishment and development of TFCA initiatives between SADC Member States.](#)

- 4. Envisager de mettre en œuvre les idées énumérées dans la section « Amélioration de l'ergonomie »**
- L'amélioration de la capacité des utilisateurs à utiliser l'outil transfrontière peut conduire à des interprétations plus précises de ses données, et donc à des activités de coopération transfrontière plus efficaces. Une interface améliorée et facile à utiliser pourrait également encourager les utilisateurs à continuer d'utiliser l'outil, ce qui augmenterait la probabilité qu'ils développent des mesures de conservation transfrontières.
- Cette recherche suggère que l'outil présente quelques problèmes mineurs d'ergonomie qu'il serait relativement peu coûteux de résoudre, tels que la consolidation des menus Légende et Couches, la distinction visuelle entre les différents états des aires transfrontières, ou la réduction de l'opacité par défaut de la « frontière du pays » (tampon) (*voir les suggestions E1-E3*).
- 5. Améliorer le contenu et la visibilité des informations fournies sur la méthodologie des couches de données.**
- Une meilleure visibilité et une plus grande clarté des paramètres et de la méthode utilisés par l'outil pour identifier les aires potentielles de conservation transfrontière pourraient améliorer la capacité des utilisateurs à interpréter et à appliquer les données, ce qui conduirait en fin de compte à des activités de coopération transfrontière plus efficaces.
- S'assurer que l'étendue géographique d'une ACT proposée est définie de manière ouverte et transparente est une étape clé du réseau ACT de la SADC⁴. Veiller à ce que les méthodes de l'outil transfrontière (ainsi que ses résultats) soient facilement communicables compléterait le processus existant, par exemple en garantissant l'adhésion de toutes les parties prenantes et communautés.

Annexe – Enquête

Outil de conservation transfrontière — Recherche sur l'utilité et l'ergonomie

Cette étude est menée par le WCMC pour le compte du Secrétariat de la Convention sur les espèces migratrices.

L'enquête est utilisée pour évaluer la fonctionnalité et l'utilité d'un prototype d'outil en ligne qui a été développé pour aider à identifier les opportunités potentielles de conservation transfrontière.

Nous espérons que vos commentaires sincères nous serviront à orienter nos travaux futurs. En particulier, nous utiliserons les résultats de ce questionnaire pour déterminer si le prototype d'outil en ligne doit être élargi ou adapté et, le cas échéant, quels changements doivent être apportés.

Un résumé des résultats de cette enquête sera fourni à la réunion du Comité de session du Conseil scientifique de la CMS (ScC-SC7) et mis en ligne.

Nous vous remercions de votre participation à ce questionnaire. Nous apprécions le temps que vous nous consacrez et votre contribution.

***Avis de confidentialité :** Toutes les données que vous communiquez par le biais de ce questionnaire seront conservées en toute sécurité par le WCMC pendant la durée du projet et seront supprimées un mois après la clôture du projet. Toutes les réponses seront anonymes, à moins que vous ne choisissiez de fournir des détails supplémentaires sur vous-même. Des données comportementales de base anonymes (c'est-à-dire les interactions avec le site, le pays, le type d'appareil et de navigateur) peuvent être collectées auprès des utilisateurs qui visitent le site prototype. Les données seront consultées par une petite équipe au sein du WCMC et ne seront pas partagées avec des tiers. Un résumé des résultats sera communiqué à la Convention sur les espèces migratrices et mis en ligne.*

* requis

1. Parmi les groupes suivants, auxquels appartenez-vous ? * EAC (Communauté de l'Afrique de l'Est)

- IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement)
- SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe)
- Autres
-

2. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre sexe ? *

- Homme
- Femme
- Autre
- Préfère ne pas se prononcer

3. Pour quelle organisation travaillez-vous ?

4. Quel est votre rôle au sein de votre organisation ?

5. À quelle fréquence participez-vous à des activités liées à la conservation transfrontière ?

- Tous les jours
- Toutes les semaines
- Tous les mois
- Quelques fois par an
- Une fois par an
- Moins d'une fois par an
- Jamais

6. Quelles sont les activités liées à la conservation transfrontière sur lesquelles vous avez travaillé ?

7. Quels sont les plus grands défis auxquels vous êtes confronté lors de la phase initiale de recherche de zones existantes ou nouvelles pour la conservation transfrontière ?

- Manque d'incitations
- Manque de données spatiales
- Manque de capacité
- Manque de ressources
- Coordination au sein du gouvernement (*c'est-à-dire avec d'autres ministères/départements*)
- Coordination avec d'autres gouvernements nationaux
- Coordination avec d'autres parties prenantes (non gouvernementales)
- Rien
- Autres

Tâche d'ergonomie

Nous souhaitons évaluer l'utilité et la fonctionnalité du prototype afin d'identifier les améliorations à apporter. Pour ce faire, nous vous serions reconnaissants d'ouvrir cette page en cliquant sur le lien ou en le copiant-collant dans un nouvel onglet du navigateur - www.transboundarycms.app/ - et d'utiliser le prototype pour accomplir la tâche suivante :

Déterminez le nombre d'aires transfrontières potentielles situées à moins de 50 km de la frontière de votre pays.

Veuillez revenir sur cette page pour nous faire part de vos commentaires.

8. Dans quelle mesure a-t-il été facile/difficile d'accomplir la tâche ? *

- Très difficile
- Assez difficile
- Ni facile, ni difficile
- Assez facile
- Très facile

9. Qu'avez-vous trouvé difficile dans l'accomplissement de la tâche ou dans l'utilisation/interprétation du prototype, le cas échéant ?

10. Com l'outil pourrait-il être amélioré ?

11. Dans quelle mesure l'outil est-il utile pour votre travail ?

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Très peu
utile

Très utile

12. Quelles sont les parties de l'outil que vous avez trouvées utiles pour l'identification des aires de conservation transfrontières, le cas échéant ?

13. Quelles autres informations/couches serait-il utile d'inclure dans l'outil pour soutenir l'identification des aires de conservation transfrontières ?

14. Quelles autres informations pertinentes pourraient être incluses dans l'outil afin de faciliter l'identification des possibilités de conservation transfrontière ?

15. Y a-t-il autre chose que nous devrions garder à l'esprit lorsque nous envisageons l'avenir de ce prototype ?

